

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE**VILLE DE BASSE-TERRE**

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE AUTORISANT L'ASSOCIATION « TEAM WINNER BIEN-ETRE », SISE 14 RUE PERRINON – 97130 CAPESTERRE BELLE EAU, REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR AXEL BEDE, À OCCUPER L'ESPACE DE L'ESPLANADE DU PORT DE LA VILLE, AFIN DE PERMETTRE L'ORGANISATION D'UN ÉVÈNEMENT SPORTIF INTITULÉ « MEGAFIT TOUR », LE VENDREDI 25 SEPTEMBRE 2026, DE 18 HEURES À 20 HEURES 30.

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2212-1 ;

Vu le Code de la Route, notamment l'article R 411-2 ;

Vu le code pénal ;

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Considérant la demande formulée par courrier en date du 12 Août 2026, par laquelle l'association « **TEAM WINNER BIEN-ETRE** », sise 14 rue Perrinon – 97130 CAPESTERRE BELLE EAU, représentée par Monsieur Axel BEDE, sollicite un arrêté municipal en vue d'occuper l'Esplanade du Port de la Ville de Basse-Terre, pour permettre l'organisation d'un événement sportif intitulé « **MEGAFIT TOUR** », le **Vendredi 25 Septembre 2026, de 18 heures à 20 heures 30.**

ARRÊTÉ

ARTICLE 1ER : autorise l'association « **TEAM WINNER BIEN-ETRE** » à occuper l'espace de l'Esplanade du Port de la Ville de Basse-Terre, pour l'organisation d'un événement sportif intitulé « **MEGAFIT TOUR** », le **Vendredi 25 Septembre 2026, de 18 heures à 20 heures 30.**

ARTICLE 2 : L'association « **TEAM WINNER BIEN-ETRE** » devra prendre toutes les mesures afin d'éviter que ne soient troublés l'ordre et la tranquillité publique. Elle devra prendre toutes les mesures afin d'assurer la protection et la sécurité des Biens et des Personnes (Barrières, rubalises, matérialisés, etc. ...), pour matérialiser ces dispositions.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté devra obligatoirement être notifié, publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de deux (2) mois, à compter de sa notification

ARTICLE 5 : Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Madame la Directrice Générale des Services ; Monsieur le Directeur des Infrastructures du développement durable du territoire de la Ville de BASSE-TERRE ; Monsieur le Secrétaire Général à l'organisation, au Projet d'Administration Communale et à l'Agenda 2030 ; Monsieur le Chef de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE ; et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de SAINT-CLAUDE.

Basse-Terre, le 23 SEP. 2026

Certifie exécutoire compte tenu
de la notification, le 23 SEP. 2026
de la publication et/ou de l'affichage, le
Fait à Basse-Terre, le 23 SEP. 2026

23 SEP. 2026

P/Le Maire, André ATALLAH
L'Adjoint au Maire
Délégué à la Sécurité Publique

Jean-François ISSA



P/Le Maire, André ATALLAH
L'Adjoint au Maire
Délégué à la Sécurité Publique

Jean-François ISSA

